

PEIGNEY, Pierre. *La gestion des sorties de crise, Actions civilo-militaires et opérations de reconstruction*. Paris, Fondation pour les études de défense, Coll. « Perspectives stratégiques », 1997, 300 p.

Michel Houndjahoué

Volume 30, numéro 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704047ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704047ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houndjahoué, M. (1999). Compte rendu de [PEIGNEY, Pierre. *La gestion des sorties de crise, Actions civilo-militaires et opérations de reconstruction*. Paris, Fondation pour les études de défense, Coll. « Perspectives stratégiques », 1997, 300 p.] *Études internationales*, 30(2), 449–451. <https://doi.org/10.7202/704047ar>

reste des Balkans ou encore n'ait, comme en 1914, dégénéré en une guerre mondiale? En raison de l'énorme complexité de la question yougoslave – lieu de rencontre de principes conflictuels: intégrité territoriale, droits des minorités, droit à l'auto-détermination et droit à l'auto-défense – un tel résultat n'est pas du tout à dédaigner.

*Triumph of the Lack of Will* est d'une lecture plutôt désagréable: le texte est pauvrement écrit et pas toujours bien structuré, les répétitions surabondent et la qualité du travail éditorial est tout à fait déplorable et, pour une université (Columbia) de cette renommée, inacceptable! ... L'histoire des multiples démarches et initiatives diplomatiques concernant le démantèlement de la Yougoslavie reste à écrire.

J.-GUY LALANDE

Département d'histoire  
St. Francis Xavier University  
Nouvelle-Écosse

**La gestion des sorties de crise,  
Actions civilo-militaires  
et opérations de reconstruction.**

PEIGNEY, Pierre. Paris, *Fondation pour les études de défense*, Coll. « *Perspectives stratégiques* », 1997, 300 p.

Cet ouvrage est subdivisé en deux grandes parties: la première est intitulée les enjeux civilo-militaires: enjeux stratégiques. Elle relate, d'une part, l'expérience française dans les actions civilo-militaires, et d'autre part, l'expérience internationale à travers l'ONU et l'OTAN notamment. Quant à la deuxième, elle est consacrée à l'analyse des stratégies françaises pour la reconstruction.

Dans la première partie, l'expérience française en ex-Yougoslavie est analysée successivement par Alain Boinet, Jacques Saleun, Marc Giroud, Jean-François Di Chiara et Jean-Claude Giroton. Pour Alain Boinet, il y a un rapport de cause à effet entre conflit et aide humanitaire d'urgence. Il explique ensuite les caractéristiques de l'action humanitaire, les principes, la méthode, les partenaires et les moyens. Il insiste sur la distinction entre l'humanitaire de l'État et celui des ONG « qui n'ont pas et ne peuvent pas assumer les responsabilités des États » alors que l'État peut maintenir ou rétablir la paix avec les moyens militaires sans faire la guerre tout en faisant l'humanitaire. À partir des chiffres sur l'action humanitaire, l'auteur arrive au constat suivant: « la place des ONG dans la mise en oeuvre de l'aide humanitaire a considérablement augmenté depuis dix ans... En dix ans, ces associations canalisent en termes nets, plus de ressources que la Banque Mondiale ».

Pour Jacques Saleun, la mission actuelle des actions humanitaires dénommées les actions civilo-militaires ou les affaires civiles dans les crises est davantage une participation aux actions de reconstruction qui sont classées en trois principales catégories: les actions au profit des forces, ensuite les actions au profit de l'environnement et enfin les actions humanitaires au profit des populations civiles. Dans ce cadre, Marc Giroud a analysé un cas concret de la coopération technique et culturelle à Sarajevo. De cette expérience sur le terrain, il en tire un certain nombre de constats qui sont notamment le pragmatisme des acteurs, le manque de rigueur et de moyens et la complexité des res-

sources engagées dans ces genres d'activités.

Les actions civilo-militaires sont essentiellement réservées aux réservistes. À cet effet, la France a créé une première réserve opérationnelle de cent mille postes répondant aux besoins des armées en termes de compétences dont elles ne disposent pas normalement. Ainsi, pour Jean-François Di Chiara, « les entreprises trouvent des occasions d'investissement ou de marchés dans les pays qui auront fait l'objet d'un maintien de la paix, ou des solutions apportées par les armées françaises » p. 53. C'est pourquoi, selon Jean-Claude Girot, les réservistes sont devenus des enjeux humanitaires et économiques et indispensables aux armées professionnelles en termes de qualité opérationnelle et d'ouverture sur le monde civil.

Les actions civiles sont ensuite analysées à travers l'ONU et l'OTAN. Pour Bernard Lapresle, les actions civiles dans le cadre de la FORPRONU sont réparties entre de multiples acteurs qui oeuvrent selon leurs propres logiques, « qu'il s'agisse de problèmes de réfugiés, du Tribunal pénal international, du respect des droits de l'homme, du processus électoral ou de la reconstruction économique ». Dans le cas de la Bosnie par exemple, l'essentiel du pouvoir de décision restait entre les mains des pays engagés militairement dont notamment les États-Unis. C'est pour diminuer ce clivage au sein de l'OTAN qu'un objectif plus formel est en train d'être défini. Selon Daniel Moon, le nouvel objectif recherché est de construire une capacité dans l'ensemble de la zone européenne pour la fin de l'an 2000 et elle doit comprendre une composante

conceptuelle et doctrinale complétée par des manuels de procédure, une composante morale basée sur la formation et l'entraînement spécifique, et une composante physique qui répondra aux besoins en personnel.

Les actions civilo-militaires apparaissent donc comme un investissement à moyen et à long terme. En conséquence, pour Claude Coppin, il est très important d'être présent sur place dès le temps de guerre pour ensuite jouer pleinement son rôle économique. Le constat est clair : « pour être présent à l'heure de la paix, il faut être sur place lorsque la guerre bat son plein ».

Dans la deuxième partie, l'expérience française est analysée par Christian Quenot à partir des enseignements du passé et des réflexions pour l'avenir. Il a fait ressortir que le suivi et la sortie des crises sont difficiles parce qu'une fois le dur de la crise à chaud surmonté et l'émotion médiatique passée, les décideurs politiques sont sollicités ailleurs et les initiatives s'affaiblissent, d'où la création d'une agence pour pallier cet inconvénient.

Bernard Anselmini et Marc Defourneaux ont analysé les expériences de la France au Liban et en Bosnie-Herzégovine. Il est constaté que l'EDF a participé pleinement à la reconstruction du Liban en raison de l'implication des pouvoirs publics alors que dans le cas de la Bosnie, elle n'a pas su profiter des avantages économiques de la reconstruction. Marc Defourneaux donne des raisons de ce retrait précipité : une mise en doute du bon emploi des fonds versés, un marché sans intérêt, l'état lamentable des structures économiques de la Bosnie et surtout une absence de stra-

tégie et de vision en comparaison avec les pays anglo-saxons.

Le dernier chapitre de cet ouvrage regroupe quatre interventions, toutes consacrées à la stratégie que la France peut et doit adopter dans les actions civilo-militaires et surtout dans la gestion des sorties de crises. À cet égard, Hedy Belhassine a analysé la raison pour laquelle l'ingénierie française a été tenue à l'écart des grands travaux de reconstruction en Bosnie au lendemain des Accords de Dayton et comment la Chambre de Commerce Franco-Bosnienne a réussi à aller chercher quelques contrats dans l'agro-alimentaire et la reconstruction. Quant à Jean-François Di Chiaria, le rôle de l'État dans la reconstruction aux sorties des crises ne fait aucun doute. Il constate que les marchés de reconstruction sont étroits et qu'il n'y a pas réellement d'effort de rattrapage immédiat, d'où l'importance de l'aide internationale dans la phase de marché de reconstruction solvable.

Il ressort très bien de toutes les interventions que les actions civilo-militaires et la gestion des sorties de crises sont complexes, tant pour les actions que pour les acteurs aux objectifs spécifiques et aux intérêts parfois opposés. Chaque crise a ses spécificités qui ne sont pas toujours exportables. Enfin, comme l'a bien souligné Claude Martin, la vision du diplomate aux sorties des crises est de consolider la paix et les milliards ne suffisent pas toujours à convaincre des forces ennemies à préférer la paix à la guerre.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École nationale d'administration  
Cotonou, Bénin*

## ASIE ORIENTALE

### **Le monde chinois dans le nouvel espace mondial.**

Paris, PUF, Coll. « Major », 1998, 304 p.

### **United States, Congress, Joint Economic Committee, China's Economic Future : Challenges to U.S. Policy.**

CHANCEL, Claude et Éric-Charles PIELBERG (dir.). Armonk, M.E. Sharpe Inc, 1997, 568 p.

C. Chancel et E.C. Pielberg ont rendu un grand service à ceux qui s'intéressent à la Chine. En effet, le monde chinois qu'ils dépeignent est pittoresque et informatif. Livre de poche avant tout, rempli de cartes et de graphiques en couleur et avec des encadrés sur des sujets précis, cet ouvrage renferme plusieurs utilités. Il est d'abord un outil didactique pour les étudiants qui se spécialisent dans l'histoire, la politique et l'économie chinoises. Par ses descriptions détaillées de l'environnement naturel, de la topographie, du climat de l'espace chinois ainsi que de la manière dont cet environnement est maîtrisé (voies de transport, etc.), il est également un guide géographique concis. Le livre contient des références à l'évolution de la démographie et à l'histoire économique chinoises. Nous y trouvons en particulier l'histoire économique récente de la Chine ; du Grand Bond en avant à l'« économie socialiste du marché » et les différentes voies que la Chine a empruntées sous Deng Xiaoping pour s'amarrer sur une croissance économique ininterrompue. Les auteurs n'ont pas oublié les relations extérieures que la